



L'éditorial

de Pierre-Edouard Picord

La bataille pour l'emploi

Il y a peu de temps *Nouvelles Semaine* annonçait en couverture la fin du travail salarié. Une manière quelque peu provocatrice - je le concède - de souligner la difficulté de l'emploi dans nos régions. Et surtout, d'attirer l'attention sur l'impérieuse nécessité de faire bouger les choses. Je n'ai pas changé d'avis. Notre analyse tient encore la route. Le chômage sévit toujours aussi fort sous nos latitudes. Ce sont les chiffres qui l'attestent. Plus de 25% de chômeurs en Guadeloupe, plus de 22% en Martinique et plus de 21% en Guyane. Ces chiffres datent d'avant la crise sociale de 2009. Aujourd'hui, c'est sans doute encore un peu plus. Pour autant, et en pleine crise économique mondiale, alors que les nouvelles se font de plus en plus alarmantes, d'abord la faillite de la Grèce, puis celle de l'Irlande. On annonce bientôt le tour du Portugal. Et ainsi de suite ? Bref, dans un climat de marasme évident, nos entreprises régionales s'arc-boutent, font le dos rond en pleine tempête et... gardent le cap. Sur le front de l'emploi, désormais elles sont les seules à assurer. Car, il y a belle lurette que l'État a botté en touche. Longtemps le Domien a cherché son salut dans l'administration, selon l'expression consacrée de l'époque. Il fallait alors coûte que coûte être fonctionnaire. La source s'est tarie. L'État crie désormais au secours. Concernant l'emploi, il se cache. Les collectivités locales, en vertu de la manne prétendue de ressources publiques, pendant un temps, ont pris le relais. Elles ont, elles aussi, rendu leur tablier. Quand l'État supprime chaque année des centaines de milliers d'emplois, les entreprises privées avec leurs insuffisances, leurs carences, leurs

Il faut redoubler d'efforts pour que la demande soit en adéquation avec l'offre.

difficultés créent encore de l'activité salariée. Je parle pour nos régions où les chefs d'entreprise ne sont pas encore obnubilés par le syndrome de la délocalisation comme dans l'hexagone. Dans le même temps, nos jeunes entreprennent de se former. Sans doute pour ceux qui en veulent, avec tout leur cœur et de toutes leurs forces. Et pourtant, nombre d'emplois, souvent dans de véritables niches, ne trouvent pas preneurs. Les candidats n'ont pas le bon profil, n'ont pas la formation requise. Pas informée non plus, notre jeunesse, sur les nouveaux métiers. Alors, il faut redoubler d'efforts pour que la demande soit en adéquation avec l'offre. La fondation UAG/GBH y travaille. De nouveaux métiers émergent. Nos jeunes diplômés doivent les occuper. Mais nous n'aurons pas tout réglé pour autant. Restera à s'attaquer au chômage de masse. Celui qui intéresse tous ceux qui, pour moult raisons, n'ont accédé à aucune formation. Ils sont souvent en situation de détresse totale. Petites Régions d'économies tertiaires, nous ne disposons pas d'usines Renault ou Peugeot. Encore que là aussi, la délocalisation a fait des ravages dans l'hexagone. Restent alors les Travaux publics et le Bâtiment. En berne eux aussi. Mais c'est bien au niveau de ce secteur que les pouvoirs publics doivent prendre le relais. Ne serait-ce que pour réamorcer la pompe. Sans renoncer bien sûr à continuer à former ceux qui sont sortis trop tôt du système scolaire. La Région Guadeloupe a mis en œuvre les écoles de la deuxième chance. Attention, c'est un sujet bien trop sérieux pour ne pas mener le projet à bien.

[L'UAG et GBH]

Une fondation pour mettre en phase l'enseignement et le monde économique

Trop de jeunes diplômés ne trouvent pas d'emploi quand les employeurs cherchent désespérément des profils idoines pour pourvoir les postes dont ils disposent. La fondation créée par le groupe Bernard Hayot et l'Université Antilles Guyane entend remédier à cette anomalie.

La fondation partenariale créée par l'UAG et le groupe Bernard Hayot entendent selon les propres mots des deux entités, agir ensemble pour la formation et l'emploi. En réalité, cette fondation, créée le 10 mars dernier, entend faire œuvre de concert l'université Antilles Guyane et le groupe Bernard Hayot pour favoriser un véritable rapprochement entre le monde de l'entreprise et le monde de l'enseignement. Ainsi, le 31 octobre dernier la fondation organisait les Forums des métiers. Il s'agissait de permettre aux étudiants de rencontrer des professionnels du monde économique local autour de divers ateliers thématiques (vente, commerce, droit, banque, finance, audit, ingénierie, environnement, marketing, communication, médias). Les ateliers étaient animés par des enseignants de l'UAG et des professionnels. Ces Forums des métiers ont réuni 656 jeunes en Guadeloupe, 224 en Guyane et 560 en Martinique. Toutefois, le plus important, ce sont sans doute les enseignements à tirer d'une telle manifestation. Bien sûr, les enseignants sont ravis de l'expérience, les étudiants qui n'avaient jamais approché le monde économique le sont tout autant, et les professionnels de même.

Faire coïncider l'offre et la demande

Mais au-delà de cette grande satisfaction, il apparaît que les étudiants sont éloignés des réalités du monde de l'entreprise, d'où l'impérieux besoin pour eux de professionnaliser leur démarche et leur parcours. Cette impression est confirmée quand les jeunes arrivent sur le marché de l'emploi. Par ailleurs, ces forums devaient permettre de mieux faire coïnci-



Permettre aux étudiants de rencontrer le monde économique.

der l'offre et la demande. Ainsi nous fait remarquer Catherine Bois-Caberty responsable du développement des ressources humaines du Groupe Hayot : *"Nous ne trouvons pas des jeunes formés à nos métiers. Notamment dans la grande distribution. Pas de managers de rayons, pas de boulangers, pas de responsables du rayon boucherie. Or le responsable de rayon est un véritable chef d'entreprise. Il gère son compte d'exploitation, il manage une équipe, il fait de la gestion commerciale. Il débute à 1800 euros brut s'il est agent de maîtrise, et s'il est cadre il gagne 2300 euros. Au dessus, le chef de secteur qui gère plusieurs chefs de rayons, débute à 3000 euros brut. Or dans l'esprit de beaucoup, un chef de rayon c'est celui qui manipule des transpalettes. La méprise est énorme !* Dans le secteur automobile se produit le même phénomène, les concessionnaires ont du mal à trouver des électromécaniciens, ou des vendeurs automobiles formés. Parfois, les candidats ont le savoir-faire. Il leur manque le savoir-être. Au chapitre des profils recherchés il y a encore des ingénieurs BTP, mais aussi des comptables. Des vrais. Des contrôleurs de gestion,

des auditeurs. Or sortent chaque année des écoles de commerce une trentaine d'Antillais et de Guyanais. Ils choisissent tous la filière marketing qui est déjà bouchée. Et très rarement la filière finance qui pourtant est dispensée dans les écoles de commerce. Cette tendance était d'ailleurs très perceptible aux Forums des métiers. L'atelier marketing/communication a été pris d'assaut. Mais à l'atelier finance, personne. Ou presque. Enfin, autre particularité de nos régions: les filles sont plus nombreuses

que les garçons à entreprendre des études et à réussir de brillants parcours. Le recteur de la Martinique disait dernièrement : *"ce qui sauve notre académie, c'est l'excellence de nos filles"*. Au final seulement 25% des femmes sont cadres dans les entreprises. Cherchez l'erreur ! Seraient-elles plus nombreuses à ne pas choisir les bonnes filières ? ● P-E.P.

Création d'un diplôme Manager de rayons en hypermarché

La fondation GBH a créé en novembre dernier, conjointement avec l'Université Antilles Guyane (UAG) le Diplôme Universitaire Manager de Rayon (DUMAR) de niveau Bac + 3. Vingt jeunes Antillo-Guyanais (dont 8 Guadeloupéens) diplômés Bac + 2, - correspondant aux pré requis - ont été présélectionnées pour suivre cette formation de 385 heures en contrat de professionnalisation. Il s'agit de répondre aux besoins en encadrement des hypermarchés et magasins de bricolage de Guadeloupe, Martinique et Guyane.